

<http://lipietz.net/Pour-un-nouveau-contrat-entre-mouvements-sociaux-partis-et-gouvernements>

Pour un nouveau contrat entre mouvements sociaux, partis et gouvernements progressistes.

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 27 janvier 2005

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Mouvements sociaux, partis et gouvernements... c'est un très vieux débat ! Normalement, tout devrait se résoudre en harmonieuse continuité : les mouvements sociaux refusent une oppression, expriment des aspirations ; les partis politiques portent ces combats sur la scène institutionnelle et proposent des politiques publiques, des lois et des budgets pour les réaliser ; s'ils gagnent les élections, ils vont au gouvernement pour mettre en œuvre ces politiques.

Cette même continuité existe pour les militants. Moi-même j'ai milité longtemps dans ma région (la région parisienne) contre l'invasion des automobiles et pour le développement des transports en commun, en vain pendant des années. En 1988 je suis entré au parti Vert, en 1992, j'ai été élu conseiller régional d'Île de France. Les écologistes avaient 18% des élus, une minorité de blocage. Nous avons pu bloquer la construction des autoroutes et doubler le budget des transports en commun. Depuis, les écologistes sont même rentrés dans l'exécutif de la région Île de France, comme ils sont rentrés dans plusieurs gouvernements nationaux européens.

Et pourtant, les relations entre mouvements sociaux, partis et gouvernements sont le plus souvent tendues et conflictuelles. N'incriminons pas trop vite la soi-disant « trahison des leaders » : certes, la « classe politique » tire ses revenus du système électoral des partis et des gouvernements, mais le narcissisme des leader de la jet-society du Forum social mondial n'est pas moindre que celui des ministres et des parlementaires ! Quant au syndicalisme et au monde associatif, la complaisance de ses dirigeants avec les pouvoirs en place peut être tout aussi compromettante que celle des hommes politiques venus de la gauche.

Non, le véritable problème, la différence entre un homme ou une femme politique et une ou un leader de mouvement social, c'est que les premiers cherchent à être élus. Leur circonscription, c'est l'ensemble de la population, alors que les leader des mouvements sociaux cherchent uniquement l'assentiment de leur propre mouvement, parfois en en donnant l'expression la plus radicale possible pour en être les plus représentatifs. Les partis, les hommes et les femmes politiques ont donc tendance à rechercher une majorité un peu plus large que celle des mouvements sociaux dont ils sont eux-mêmes issus. Si par malheur ils arrivent au gouvernement, c'est encore pire : non seulement ils sont soumis à la pression de la base qui les a élus, mais aussi aux contre-pressions des forces d'opposition, et au chantage des forces économiques. Personne ici dans cette salle n'a plus la naïveté de penser que la droite ne représente plus qu'une poignée d'exploiteurs, face à l'immense majorité de la population unanime. La droite peut s'appuyer sur des fractions du peuple et encore plus sur certains sentiments populaires largement partagés dans sa lutte contre des gouvernements issus de partis progressistes s'appuyant eux-mêmes sur les mouvements sociaux. Et les gouvernements progressistes sont bien obligés d'en tenir compte.

Telle est donc une première raison d'apparition des tensions entre les mouvements sociaux, les partis politiques qui prétendent leur offrir un « débouché », et les gouvernements qui s'appuient sur eux : la prise en compte des « nécessaires compromis ». Dès lors, il est tout à fait naturel qu'existe une tension permanente entre les mouvements sociaux qui auront toujours tendance à considérer que les compromis auxquels se rallient successivement les partis et les gouvernements sont « trop bas », les partis qui considéreront que les mouvements sociaux « demandent l'impossible », mais que leur propre gouvernement « en cède trop à l'adversaire », et les gouvernements qui pensent que leur propre parti, et pire encore les mouvements sociaux, « ne réalisent malheureusement pas la réalité de l'opinion, de la majorité silencieuse ». Ces contradictions sont d'autant plus aggravées que les mouvements sociaux sont eux-mêmes divers, et revendiquent parfois des choses contradictoires. Le mouvement ouvrier, comme le mouvement féministe, comme le mouvement écologiste sont eux-mêmes divisés en leur sein, et divisés les uns contre les autres. Le syndicalisme d'une industrie polluante s'opposera aux écologistes, le syndicaliste traditionnel s'opposera aux aspirations des ouvrières.

À cette première raison fondamentale des tensions entre mouvements, partis et gouvernements (le choix toujours un peu arbitraire des compromis légitimes) s'en ajoute depuis une trentaine d'année une nouvelle : l'évident du politique par la globalisation économique. Nous sommes sortis, pendant le quatrième quart du 20e siècle, d'une période heureuse (que n'a d'ailleurs même pas connue l'Amérique latine), où le pouvoir politique de l'État-nation coïncidait avec le cadre économique national relativement autocentré. À cette époque, un pouvoir politique démocratiquement élu avait les outils pour développer des politiques publiques (nouvelles lois, nouvelles orientations budgétaires et monétaires) conformes aux inflexions que souhaitait sa propre base sociale. La globalisation de la production et des marchés, ou du moins sa continentalisation (comme ce fut très tôt le cas pour l'Union européenne), a privé l'État national d'une telle capacité. On a donc aujourd'hui l'impression que ça ne sert à rien de voter : les partis politiques ayant promis aux mouvements sociaux telle ou telle inflexion afin de recueillir leur soutien électoral ne pourraient que capituler une fois au gouvernement devant des contraintes économiques auxquelles ils ne peuvent rien.

À cette objection de la globalisation, il faut répondre deux choses.

La première, c'est que la globalisation n'est pas aussi omniprésente qu'on veut bien le dire. 80% du travail humain dont vous consommez le produit dans votre vie a été produit dans un rayon de 20 km autour de chez vous. C'est évident pour tout ce qui concerne les travaux publics, les services publics à la population, les logements, les services et commerces de détail, et bien entendu le travail domestique. La politique publique municipale ou régionale garde donc l'essentiel de son efficacité : l'expérience du PT à Porto Alegre en est d'ailleurs un exemple éloquent.

Mais bien entendu, les 20% restants peuvent déterminer une très large part de notre vie : quand une usine se délocalise, c'est souvent toute la vie locale qui meurt. Que répondre à cela ? Eh bien, comme dans toute la tradition du mouvement ouvrier depuis deux siècles, il faut reprendre la course séculaire entre l'extension de la sphère économique et l'extension de la sphère politique. Il faut que l'espace politique où se définissent les lois et les budgets « encapsule » l'espace réel de la production et de la consommation économique.

Aujourd'hui, l'espace économique n'est plus le local ou même la nation, mais c'est au moins le continent ou la planète elle-même. Dans ces conditions, alors que le nationalisme pouvait être conçu dans le troisième quart du 20e siècle comme une force opposée à l'impérialisme économique, il joue désormais un rôle réactionnaire en ce qu'il désarme le politique face aux lois du marché et du profit qui, elles, se déploient au-dessus de l'échelon national. La seule réponse que les forces progressistes, socialistes et écologistes puisse opposer à la globalisation économique, c'est une globalisation politique. Faire de la politique à l'échelle continentale et demain à l'échelle de la planète, construire des compromis sociaux à l'échelle continentale et demain de la planète.

Alors, que faire pour diminuer les tensions entre mouvement sociaux, partis et gouvernements ? Comme il y a deux ordres de problèmes, il y a deux chantiers de solutions.

D'abord, il faut bien comprendre qu'il y en a deux et pas un seul. A ceux qui nous disent : « La politique est impuissante parce que l'économie est globalisée », il faut répondre : « Et bien nous allons faire de la politique globalisée, ou du moins continentale ». Et d'ailleurs nous pouvons toujours faire de la politique locale, la majorité de ce qui détermine notre vie quotidienne se déterminant au niveau local.

Je salue la constitution de la Communauté Sud-Américaine des Nations comme première vraie réponse à la dictature séculaire des Etats-unis d'Amérique du Nord sur l'Amérique latine. Je salue cette reprise du rêve bolivarien, qui est aussi celui de la résistance indigène. Cela veut dire que doivent se créer des espaces de constitution d'une société civile continentale, et demain mondiale : c'est justement le rôle éminent des Forum sociaux mondiaux et des forum sociaux continentaux que de créer cette opinion publique progressiste en organisant la confrontation des mouvements sociaux à l'échelle des continents et de la planète. J'appelle les mouvements sociaux à ne pas

reproduire l'erreur des mouvements ouvriers européens qui, il y a cinquante ans, ont laissé s'ébranler le train de l'unification européenne et qui aujourd'hui se réveillent et réclament une « Europe sociale ». C'est aujourd'hui que le Forum social mondial et le forum social latino-américain doivent exiger une Amérique latine sociale.

Mais quels que soient les problèmes nouveaux que pose la globalisation, le problème séculaire du « choix du compromis » reste entier. Nous ne pouvons plus nous satisfaire d'une division du travail où les mouvements sociaux avancent des objectifs radicaux et où les partis et les gouvernements se chargent de la gestion « réaliste ». Nous devons établir de nouveaux rapports contractuels entre les mouvements sociaux et les partis chargés de les représenter. Je sais les risques d'un tel contrat : la subordination des mouvements sociaux au politique. Un dirigeant communiste français s'était rendu célèbre, il y a un demi siècle, alors que le parti communiste participait au gouvernement de reconstruction après la deuxième guerre mondiale, par la phrase : « La grève est l'arme des trust ». Bien sûr, les mouvements sociaux doivent garder leur pleine indépendance de lutte, y compris face à des partis frères parvenus au gouvernement. Mais une totale indépendance est tout aussi nocive, en justifiant l'irresponsabilité des partis par rapport aux mouvements qui les ont portés au pouvoir, et réciproquement. Je propose donc un contrat en deux temps :

avant la prise du pouvoir, la co-élaboration, par les mouvements sociaux et les partis, des points incontournables de ce que serait une gestion progressiste, sociale et écologiste ;

une fois parvenus au pouvoir, un contrôle permanent et une négociation entre mouvements, partis et gouvernement de la mise en oeuvre et de l'éventuel ajustement de ce programme de mesures incontournables.

C'est plus facile à dire qu'à réaliser, mais nous ne pouvons plus nous contenter de la ritournelle que j'ai pu entendre dans certains ateliers de ce Forum social mondial : « Chavez a trahi, Lula a trahi, Kirchner va trahir, etc. ».